

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

RÉDACTION & ADMINISTRATION

442, rue Montmartre (Paris 2^e). — Téléph. CENTRAL 80.63

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Le Ministère "Sandow"

Rassurez-vous, chers lecteurs. Il ne s'agit ni d'un Cabinet russe, ni d'un Cabinet bulgare, mais seulement du Cabinet Briand, dont le chef n'en est plus à compter ses palinodies ministérielles. Quand le ministère Briand est à bas, il ressuscite et depuis 7 à 8 ans, nous l'avons vu surgir 5 à 6 fois de ses cendres.

Jusqu'à ce que M. Briand instaure ses singulières méthodes, il était de tradition, sous la 3^e République, lorsqu'un ministère se trouvait obligé de se retirer, il se retirait tout entier. Le principe de la solidarité ministérielle n'était pas un vain mot. M. Briand, lui, nous a changé tout cela. Quand il est mis en minorité ou sent du plomb dans son aile, il se retourne vers ses collaborateurs et leur tient ce langage : « Mes amis, ce n'est point à moi évidemment que le Parlement en veut. C'est vous, ministres de malheur, qui faites sombrer ma barque. Vous m'obligez à vous jeter par-dessus bord et à prendre une équipe nouvelle. » Ainsi, le tour est joué. M. Briand se régénère ; il change de personnel, il change de méthode, il change d'opinion, et se représente devant les Chambres avec un visage nouveau.

Cependant, à ce jeu, l'on s'use. Notre Péguy de la politique a beau se réjouir de nouveaux accoutrements ; il ne trompe plus ni l'opinion parlementaire ni l'opinion publique. A force de vouloir être aimé pour soi-même, on finit par être détesté pour soi-même. C'est avec des majorités dérisoires que l'on reparait devant la Chambre ; à chaque nouvelle rencontre, on laisse un peu plus de son prestige et de sa majorité.

Le double pas de ballet auquel M. Briand vient de se livrer est, l'en suis sûr, le plus désinvolte qu'ait jamais enregistré nos annales ministérielles. Pour se débarrasser de sa cohorte de nombreux ministres, qu'ils fussent ou non dotés de portefeuilles, M. Briand nous disait il y a quelques jours : « Vous m'avez demandé de concentrer et de resserrer mon ministère ; j'ai tenu parole. Je congédie mes collaborateurs. Ces hommes-là m'ont servi à durer pendant un an. Maintenant que j'ai pressé l'orange, je la jette au loin. Je ne m'entourerai plus que de quelques ministres de choix, ceux-là seuls que je reconnais dignes de porter sur leurs robustes épaules un, deux et même trois ministères. » Là-dessus, la Chambre approuve. C'est un ministère resserré qu'elle soutiendra désormais.

Mais voici que notre Premier ajoute un post-scriptum à sa déclaration. Après sa thèse vient l'anti-thèse. Il y aura moins de ministres, soit, mais il y aura dix sous-ministres, et la liste n'en est pas close encore, paraît-il. Après avoir resserré, M. Briand desserre. Il joue du sandow avec élégance, et élargit autour de son tapis vert sa consultation d'amis, qui me fait diablement l'effet d'une consultation de médecins.

Même élasticité dans sa conception des méthodes gouvernementales. Pendant un an, M. Briand a laissé flotter les rênes du pouvoir. Aujourd'hui, il se ressaisit, et, désireux de prouver qu'il gouverne, c'est contre le Parlement lui-même qu'il médite de gouverner. Il veut substituer ses décrets à la loi, inaugurant ainsi un système de gouvernement qui n'est comparable qu'à la Constitution dictatorial de l'An VIII.

Dictature de la faiblesse, s'écriait hier mon honorable collègue, M. Bonnefoy, du haut de la tribune. Oui, il y a un art de gouverner républicainement. Cet art consiste à puiser dans le Parlement lui-même la raison d'être et les directives de l'action que l'on entend exercer. Mais ce n'est pas gouverner en républicain qu'essayer de dessaisir la représentation nationale, de la museler, de la confiner à son profit personnel. La France se bat pour ses libertés ; elle ne se battra jamais pour un homme, quand bien même cet homme ne traînerait pas derrière lui le passé le plus trouble et le plus troublant qui se puisse concevoir.

Si M. Briand veut faire acte d'énergie, la matière ne lui manque pas pour donner ses preuves. Trop de problèmes militaires et diplomatiques viennent hanter et tourmenter l'esprit des Français pour que le président du Conseil effilo-

che son activité en d'obscures intrigues politiques. Mais, nous ne croyons pas qu'après tant d'échecs graves et répétés, M. Briand soit à la hauteur des redoutables conjonctures du temps présent. C'est un suiveur de courants ; ce n'est pas un meneur d'hommes ni un conducteur d'événements. Ce n'est pas lui qui est de taille à faire dans ses multiples administrations les coupes sombres nécessaires, à s'engager à fond dans la mêlée, à jouer le rôle de ce grand flic international qui serait si nécessaire à la police et à la salubrité de l'Europe.

Ce n'est pas par des horborygmes oratoires ni par des rapiécages de cabinets, ni par des colères d'enfant battant sa nourrice, que M. Briand contribuera à sauver la France ; c'est en quittant le pouvoir. Nous l'y aiderons.

Henri LABROÛE
Député de la Gironde

Le Discours de M. Bonar Law

Londres, 15 décembre. — Le discours prononcé par M. Bonar Law, ancien chancelier de l'Empire, fut très remarqué et a été très apprécié.

Les déclarations de M. Bonar Law, dit le Daily Chronicle, furent d'une très grande clarté et le chancelier exposa les faits essentiels avec une habileté parfaite.

Le fait saillant de la séance parlementaire d'hier, dit le Times, fut la déclaration de M. Bonar Law sur les propositions de paix faites par l'Allemagne. Le chancelier déclara que la meilleure réponse qu'il fut possible de faire aux offres de Berlin, en vertu de l'humanité un milliard de livres sterling. Ce vote fut acquis, contre 17 votes, la motion de paix de condition que fut émise au nouveau gouvernement.

De son côté, le Daily Telegraph écrit : Quelque dispute que vous inspecteur de divers membres le passage de discours dans lequel le chancelier a affirmé être « certain que la Grande-Bretagne tiendra ses engagements pour tout le reste de la guerre et sera prête à accepter un certain nombre de conditions que nous ne pouvons pas sans changer des conditions faites est suffisamment importantes. — (Information.)

LA GUERRE

Communiqués

867^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

16 décembre, 15 heures.

Sur la rive droite de la Meuse, l'ennemi n'a tenté aucune réaction d'infanterie au cours de la nuit. Le bombardement a été assez vif sur l'ensemble de notre nouveau front.

Il se confirme que les quatre divisions françaises qui ont mené l'attaque d'hier entre la Meuse et la Woëvre ont battu au moins cinq divisions allemandes dont tous les régiments ont été engagés.

Il a été fait des prisonniers de tous ces régiments.

Dans la région de Chauvencourt, un coup de main nous a permis de ramener des prisonniers.

Partout ailleurs, nuit calme.

Communiqué d'Orient

Aucun événement important n'est à signaler sur le front des armées alliées de Salonique.

COMMUNIQUE SERBE

Hier, il n'y a pas eu d'événements importants. Depuis quelques jours, sans nécessités militaires, les Bulgares bombardent la ville de Monastir, tuant la population et détruisant quelques maisons d'habitants.

La Guerre Sous-Marine

Madrid, 16 décembre. — Le vapeur grec Salamis jaugeant 6.300 tonnes, a été coulé par un sous-marin allemand.

L'équipage a été embarqué dans huit canots et remorqué par le sous-marin jusque près des côtes des Canaries. — (Havas.)

La Grèce cède à l'ultimatum

Syra, 15 décembre. — Selon des informations d'Athènes, M. Lambros, président du Conseil, aurait fait savoir ce matin à sir Francis Eliott, ministre de Grande-Bretagne et doyen des ministres alliés à Athènes, en le priant d'en informer les ministres de France, d'Italie et de Russie, co-signataires de l'ultimatum du 14 décembre, que le gouvernement grec acceptait toutes les conditions et demandes de cet ultimatum. — (Agence des Balkans.)

Le procès d'Adler

Genève, 15 décembre. — Le Journal hongrois Bohemia, d'habitude bien informé sur les affaires de la cour d'Autriche, se dit en mesure d'affirmer que l'instruction ouverte contre le docteur Adler, le meurtrier du comte Sturghk, président du Conseil autrichien, est terminée depuis quelques jours. L'acte d'accusation a été rédigé et communiqué au ministre de la Justice.

LA GUERRE ET LA PAIX

De la Cote du Poivre à Washington en passant par Berlin, Pétrograd et Londres

A PARIS : CHUT!...

La Victoire d'hier et les Offres de Paix

Lorsqu'on apprit, avant-hier, que M. Briand, fatigué, demandait au Sénat un sursis jusqu'à mardi, quel'un dit : « Tiens ! Les poils de Mangin doivent être préservés... »

C'était vrai. Ils viennent de le prouver magnifiquement. Le front allemand enfoncé sur une profondeur de trois kilomètres, les villages de Vacherouville, Louvencourt, les fermes de Chambrettes, les ouvrages d'Hardaumont et de Bezonvaux emportés, 7.500 prisonniers, dont deux cents officiers, c'est un beau tableau.

Une fois encore, notons avec joie la dernière phrase du communiqué : Nos pertes sont légères. Cela surtout nous est précieux.

Nul plus que ceux qui pensent qu'on ne peut pas laisser sans réponse les ouvertures formulées par M. de Bethmann-Hollweg, ne se réjouissent de la victoire remportée hier.

La victoire de Verdun montrera, fort à propos, à l'ennemi, que les Alliés ont encore du ressort. Elle lui montrera aussi que si son offre de paix n'est qu'une manoeuvre, « un piège », comme disent certains, cette manoeuvre ne suffira pas à influencer nos soldats et que ceux-ci sont encore prêts à marcher de l'avant quand l'ordre arrive.

Mais cette belle victoire ne doit pas nous plus nous faire perdre la tête et nous faire oublier qu'à ce jeu de bascule, où tour à tour l'ennemi et nous comptions des succès, tout le monde laisse des plumes. Ces plumes-là, hélas ! ce sont des hommes, et les hommes, c'est l'avenir de chacun des pays engagés dans l'effroyable lutte.

L'avance d'hier prouve que la France

Les propositions de Paix sont dues à l'Autriche

Berne, 15 décembre. — Suivant des informations reçues dans les cercles politiques en relation avec les empires centraux — et les relations entre la capitale suisse, Berlin et Vienne sont assez intimes pour avoir permis de faire à l'occasion des propositions de paix faites par les empires centraux, certaines observations intéressantes — un événement capital est constitué par le fait que l'initiative des suggestions pacifiques appartient à l'Autriche-Hongrie, qui non seulement a fait les premières ouvertures, mais encore a insisté auprès de l'Allemagne pour qu'elle consente à ce que ces propositions soient présentées d'abord avec elle.

Quant l'empereur Charles est monté sur le trône, il y a près d'un mois, il a voulu que son règne soit inauguré par une offre de paix. Son désir a été communiqué à l'Allemagne, et se répandant quelque inquiétude à Berlin où on craignait que le jeune monarque ne se révélât comme un allié facile et incertain. Cependant, le gouvernement allemand a compris que quelques avantages pouvaient résulter de l'offre d'entrée en négociations, produire un bon effet sur le public en Allemagne et affecter utilement l'opinion des neutres. Il temporisa donc, au lieu de décliner immédiatement l'offre du nouveau souverain.

On sent maintenant que la visite de l'empereur d'Allemagne à Vienne, deux jours avant les funérailles, était due au désir de discuter la question avec l'empereur Charles. Il n'est pas exact que Guillaume, lui ait été malade des suites d'un refroidissement et son indisposition était toute diplomatique ; il n'y avait aucune autre raison pour l'empêcher d'assister aux obsèques que son propre désir d'avoir, seul et seul, une longue conférence avec l'empereur Charles, désir qu'il lui était impossible de réaliser le jour même de la cérémonie funéraire.

Après une longue conversation avec l'empereur d'Allemagne, suivie d'une seconde conférence à laquelle assistait Ferdinand de Bulgarie, l'empereur Charles accepta d'ajouter son projet tendant à la paix jusqu'à la chute de Bucarest. Les quatre puissances de la ligne germanique tombèrent alors d'accord pour formuler les bases d'un arrangement dont le texte fut publié le 12 décembre, dans leurs capitales respectives.

Après la subordination presque complète de l'Autriche-Hongrie depuis le commencement de la guerre, à l'empereur d'Allemagne, ses conseillers intimes furent à peine surpris de voir Charles 1^{er} affirmer sa personnalité en déclarant un peu battivement qu'il conformerait sa politique à celle de Berlin.

Il est vrai que l'Allemagne s'est empressée d'acquiescer à la proposition austro-

nglaise et qu'elle n'a pas peur de la guerre, ou du moins, de la menace que les forces allemandes ont lancée contre elle. Mais qu'elle n'ait pas peur d'aller jusqu'au bout, de donner toutes ses forces, de sacrifier jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier soldat, qu'elle soit résolue à ne laisser terminer cette guerre que par l'éclatant triomphe qu'

un a dit trop souvent à tort, que nous voulions la destruction de l'Allemagne. Rien ne saurait être plus néfaste que cette formule qui ne signifie rien. On ne détruit pas une peuple immense et qui témoigne d'une aussi prodigieuse vitalité ; ce que nous voulons détruire, c'est l'impérialisme allemand. C'est même simplement l'impérialisme tout court, tous les impérialismes.

La démocratie française peut refuser de traiter avec des hommes sur qui pèsent les responsabilités du cataclysme. Elle ne pourra jamais refuser de traiter honorablement avec le peuple allemand.

C'est cela qu'il faudrait que dise une voix autorisée, parce que l'intérêt de la France et de ses alliés, ce n'est pas de consolider l'unité des forces ennemies ; c'est, au contraire, de faire l'impossible pour trouver, jusqu'au cœur même des capitales ennemies, des alliés pour nous aider à « tomber » l'impérialisme.

Général N.

P. S. — M. Pokrowski, ministre des Affaires étrangères de Russie, a déclaré hier à la Douma : Le gouvernement russe refuse d'accepter l'initiative d'interrompre actuellement la lutte. Dans cette décision inébranlable, la Russie se trouve en complet accord avec tous ses alliés alliés. La Russie veut d'orient. Nous sommes charmés que M. Pokrowski ait bien voulu nous éclairer sur les intentions de M. Briand.

Dans ce parti, a déclaré le comte Bernstorff, se dit et se publie sur une note pour rectifier les premières informations données sur les offres de paix. Une chose le préoccupe : l'opinion américaine ne paraît pas accepter le projet d'une paix qui n'aurait pas à la Belgique la réparation électorale à laquelle elle a droit. Elle n'a rien de dire que, dans les pays alliés, on ne trouverait un homme pour signer un tel projet.

Toutes ces démarches, d'ailleurs, montrent une chose, c'est qu'il vaudrait mieux de part et d'autre, parer d'avance à ce qui n'est pas que le singe du bon fabuliste qui a oublié d'allumer sa lanterne... — Général N.

L'Offre allemande et le Monde

Un discours de M. Henderson

Londres, 16 décembre. — Parlant hier soir dans un grand banquet des syndicats, M. Henderson, ministre sans portefeuille et membre du Comité directeur de la guerre, a fait allusion aux ouvertures de paix allemandes. Il a dit :

« Le peuple britannique doit se rappeler quelle puissance, en août 1914, nous fit la proposition infâme de trahir la France et de permettre la violation de la Belgique. Les propositions actuelles doivent donc être examinées à la lumière des obligations que nous avons contractées envers nos alliés, qui, tous, par des liens sacrés, se sont engagés à ne pas conclure de paix séparée. »

« Sous la réserve de cette condition, le peuple britannique est prêt à accepter, com-

me il l'était en août 1914, une paix juste et permanente. Mais il est d'une importance suprême que toute proposition soit mise à l'épreuve.

« Les principes pour lesquels nous sommes entrés dans la guerre et pour lesquels nous continuons à lutter, savoir : la défense des petites nationalités contre l'agression de puissances voisines, l'observation des traités, la défense de la France contre une agression prussienne et la défense de notre propre sécurité, tous ces buts doivent être atteints avant que les armes ne soient déposées.

« Des indemnités pour le passé ne suffisent pas, à moins que nous ayons des garanties pour l'avenir et ces garanties ne seront pas suffisantes sans la réparation légale pour tout ce que la Belgique, la Serbie et la Pologne ont souffert.

« Si les ouvertures allemandes actuelles sont simplement une manoeuvre, si l'Allemagne désire seulement un armistice pour préparer une nouvelle agression, nous devons lui opposer un masque impassible. « Nous devons faire appel, non seulement à notre armée et à notre marine, mais à tous les hommes et à toutes les femmes du pays en leur demandant de rester fermes malgré les épreuves et les dangers avec le sentiment que c'est seulement par des sacrifices qu'une paix équitable peut être obtenue.

« C'est dans cet état d'esprit que nous devons continuer notre tâche pendant le reste de la guerre, qu'il soit court ou qu'il soit long. »

« Au même banquet et après M. Henderson, plusieurs chefs travaillistes ont parlé des dangers d'une paix prématurée. — (Havas.)

En Russie

... FAITES LA GUERRE !

Pétrograd, 16 décembre. — Le presse est unanime dans son opinion et le Parlement, à rejeter avec un indignation absolue les offres de paix allemandes.

Le président de la Douma déclare que le fait d'accepter les propositions de l'Allemagne serait un acte de trahison. Aussitôt après lui, le chef de la majorité de la Douma, Gaidarowski, affirme que ces propositions ne visent qu'une seule réponse, les conditions de la paix des Alliés pouvant être seulement réalisées par la victoire.

« Carusovitch, leader du parti polonais, dit clairement : « La paix sera possible quand l'Allemagne sera réduite à la possession exclusive des terres allemandes. »

Le célèbre révolutionnaire Bourzouff publie un article disant :

« Les propositions de paix de l'Allemagne équivalent à un nouveau Sedan politique du 1914. La seule réponse possible est la guerre jusqu'à la victoire. »

Londres, 16 décembre. — On télégraphie de Pétrograd au Daily Telegraph :

« Non seulement la presse, mais aussi de nombreux membres des deux Chambres législatives, des représentants des institutions municipales et autres autorités gouvernementales et locales ont déclaré et ont exprimé leurs vœux sur les ouvertures de paix faites par l'ennemi. Les opinions qu'ils ont émises ont été point à point reprises, qu'il parait inutile de les examiner en détail ; elles peuvent simplement être résumées par un seul mot : « Non ». — (Information.)

En Espagne

Madrid, 16 décembre. — Le gouvernement espagnol a reçu de l'ambassadeur d'Autriche à Madrid, pour le communiquer à l'Italie, la note des Puissances centrales envoyée à la paix.

« Le document a été immédiatement relayé à l'ambassadeur d'Espagne à Rome. Des communiqués relatifs à la paix ont été également reçus des gouvernements turc et bulgare, qui en ont demandé la transmission à la Roumanie. — (Radio.)

Aux États-Unis

Londres, 16 décembre. — On mande de New-York au Daily Telegraph :

« On croit généralement, ici, que la meilleure voie que M. Wilson puisse suivre, pour le moment du moins, est de laisser les belligérents régler entre eux leurs controverses. »

« A la suite d'une longue conférence qu'il a eue avec ses ministres, le président a décidé de transmettre les propositions allemandes aux puissances alliées sans laisser entendre que sa médiation ou ses bons offices pussent intervenir. — (Information.)

En Allemagne

Zurich, 16 décembre. — Le Nouveau Journal de Stuttgart écrit que l'offre de paix est un appel aux peuples ennemis à condamner la force brutale et la politique de conquête et d'annexion de leurs gouvernements. Si l'Angleterre n'a pas encore reconnu le caractère terrifiant de la guerre, les puissances du continent doivent se défaire d'elle, malgré l'accord de Londres. Comme le journal voit que cela ne se réalisera pas, il donne l'assurance qu'il fera l'offre de paix dans les pays de l'Entente, et il est dans une grande fureur, et il écrit :

« Ceux qui ne poussent pas toutes leurs forces à ce que cette offre de paix soit acceptée seront complices de crimes et de nouveaux assassinats en masse, car, entre temps, nos alliés et nos frères travaillent, nous arguons de nos forces et Hindenburg prépare un nouveau coup d'éclat. Nous ne considérons pas seulement les gouvernements comme responsables, mais les peuples français, italiens, anglais et russes. »

Zurich, 16 décembre. — Les Dernières Nouvelles de Munich, écrivent :

« La réponse à notre offre de paix est arrivée plus vite qu'on ne l'attendait. Ce refus démontre que les gouvernements de Londres et de Paris sont fermement décidés à continuer la lutte et à en prendre la responsabilité. »

Zurich, 16 décembre. — La Gazette de Voss ne perd pas encore l'espoir que l'offre de paix soit suivie de négociations. « Néanmoins, dit-elle, si cet espoir était trompeur, si la lutte plus forte que la raison et l'humanité, nous enlevait la victoire, nous serions prêts à accepter, Dieu jugera. » — (Information.)

Si la guerre continue...

Zurich, 16 décembre. — Le feld-marschal Hindenburg a félicité télégraphiquement le chancelier pour son dernier discours au Reichstag, qu'il a lu, dit-il, avec une profonde émotion et une grande satisfaction.

« Le feld-marschal Hindenburg a ajouté : « Nous, soldats, nous savons qu'en ce moment même il n'y a pas pour nous de devoir plus élevé et plus sacré que de poursuivre la victoire avec la dernière énergie. » — (Havas.)

Le Parlement et la République

Contre la dictature

M. Klotz. — Qu'il me soit permis simplement de rappeler — en des mots très brefs, car le désir que la Chambre soit appelée à statuer le plus tôt possible sur la question posée par M. le président du Conseil — qu'après le moment où les Chambres se réunissent (très bien ! très bien !) après une période trop longue, qui pèse encore sur les directions de la guerre (Vifs applaudissements), c'est sur l'initiative des commissions de la Chambre et du Sénat, sur l'initiative de la commission du budget qu'ont été décidées les mesures grâce auxquelles nos armées ont des fusils, des canons, des munitions. (Vifs applaudissements.)

Contre la légende qui tendait à discréditer le Parlement, nous pouvions encore rester dédaigneux ; mais contre les actions qui mettent en péril ses droits, nous protestons (Applaudissements vifs et prolongés sur un grand nombre de bancs à gauche, au centre et sur plusieurs bancs du parti socialiste. — MM. les députés de gauche se lèvent et applaudissent. — L'orateur, en regardant son banc, est félicité par ses collègues.)

« Non nombreuses à gauche. Vive la République ! (Journal Officiel, page 3.638.)

Conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation militaire et diplomatique.

A travers Paris

NE JOUEZ PAS AVEC LES EXPLOSIFS !

A 10 heures 45, le sergent Henri Lormé, du 4^e d'artillerie, en permission, manipulant des grenades dans la boutique de sa mère, marchand de vins, demeurant 7, cité Héloïse, en a fait exploser une.

Le malheureux a eu l'avant-bras droit emporté et fut couvert de blessures multiples. Il est resté pendant son transfert à l'hôpital. Mlle Bracha Chisney, âgée de 17 ans, demeurant 33, rue Corbeau, qui passait devant la boutique, a été légèrement blessée à la joue droite.

Les dégâts matériels, causés par l'explosion, sont assez importants. Quatre grenades sont restées intactes sur une table. Le laboratoire municipal a été averti aussitôt.

AUX HALLES

Il est arrivé ce matin, aux Halles, 85.000 kilos de volaille et 60.000 kilos de viande. 395 ventes au détail ont été effectuées. La ressource compte 2.000 kilos de volaille et 12.000 kilos de poisson.

Plus d'Alcool !

...Mais par quoi comblera-t-on les trous creusés dans le Trésor

Une des paroles de M. A. Briand, prononcées mercredi dernier à la tribune, aura dans tout le pays une répercussion plus considérable qu'une victoire même. Elle aura d'autant plus de répercussion qu'elle menace les intérêts vitaux d'un commerce qui comprend près de quatre cent mille de ses membres mobilisés, lesquels, par conséquent, ne peuvent rien contre leur ruine qui va être décrétée et consommée : ce sont les débitants.

Les débitants, pourtant, si intéressants qu'ils soient, ne sont pas seuls en jeu. Il y a les grandes industries liquorières : nos cassis de Dijon, notamment, connus du monde entier. Ils sont condamnés à disparaître, en même temps qu'une foule de spécialités universellement connues. Le personnel des maisons qui devront fermer, parce que ruinées, sera sur la paille.

La tonnelierie, la verrerie, les fabricants d'équipements, de paniers, de paquets et dix autres, se plaindront patiemment. Une mesure de la nature de celle envisagée entraîne avec elle une multitude de répercussions imprévues. Il y en aura jusque dans le Trésor et ce ne sont point les moins importantes, comme on le verra tout à l'heure.

Qu'a donc dit M. Aristide Briand ? Ceci : « Le gouvernement vous demandera la faculté de résoudre par décret toutes les questions qui intéressent la défense nationale et que des lois sont trop lentes à régler ; particulièrement une grave question qui ne peut être résolue qu'en temps de guerre et dont la solution importe à la vie de notre pays, à son salut ; la suppression totale de l'alcool. »

M. Briand a pris la peine d'ajouter que l'alcool serait même supprimé pour l'armée.

